

**2017-2022****Pourquoi la France est-elle incapable d'avoir un musée de la colonisation ?**

Un musée des colonisations en France pour quoi faire ? le titre est un peu provocateur, mais pour ceux qui ont assisté à ma conférence de la semaine dernière, vous avez déjà quelques indices et vous savez que c'est un enjeu majeur dans ce pays pour offrir à tous un autre regard sur le passé colonial.

À quoi cela sert-il ? Et pourquoi est-ce encore impossible à concevoir et à réaliser alors que cette histoire a été celle de notre pays pendant plus de quatre siècles, depuis le 24 juillet 1534 où, sur le Saint-Laurent au Canada, un enfant de Saint-Malo, Jacques Cartier, plante une croix et revendique cette terre pour le roi de France.

C'est autour de ce *musée impossible* que j'interviens aujourd'hui. Pour comprendre en quoi cette question englobe des enjeux politiques, symboliques et identitaires aussi. Le but de cette conférence n'est pas simplement de parler d'un musée mais de voir en quoi cette question est symptomatique du rapport de la France avec son passé colonial.

Revenons cinq ans en arrière. En 2013, lors de l'inauguration du Mucem à Marseille par le président François Hollande, j'avais proposé une tribune afin de lancer un véritable projet pour bâtir un musée qui aurait (enfin) parlé de la colonisation.

Car, chose curieuse, ce pays se targue d'être le pays des musées, de l'histoire et des savoirs et pourtant il n'existe aucun lieu de savoir et de connaissance sur la colonisation. Pas un seul musée de la colonisation à l'horizon dans le pays des musées (plus de 1000 musées, en dehors des institutions municipales et des musées d'entreprises). Ce ne doit pas être le fruit du hasard... C'est sans doute le signe que ce passé n'est pas neutre au sein de notre République.

Certes, en France, nous avons désormais un Mémorial ACTe en Guadeloupe — où l'exposition *Zoos humains. L'invention du sauvage* sera proposée en 2018 — et un Mémorial de l'abolition de l'esclavage à Nantes mais ces lieux sont dédiés à l'esclavage, rien qu'à l'esclavage, pas à l'histoire coloniale dans sa globalité et notamment l'histoire coloniale républicaine.

Certes, il y a le musée de la Porte Dorée (où de 1932 à 1960 ce palais accueillait le Musée des colonies), mais justement ce n'est pas de colonisation dont on y parle, mais d'immigration, chose assez paradoxale lorsque l'on y pense. Et cela explique en grande partie pourquoi ce palais peine à trouver son public.

Il reste le Musée du quai Branly (auquel est désormais accolé le nom de Jacques Chirac) mais, là aussi, sa mission n'est pas d'être un musée des savoirs sur la colonisation même s'il prend de plus en plus ce rôle avec des expositions récentes comme *Exhibitions. L'invention du sauvage, The Color Line*,

ou l'exposition *L'Afrique des routes et Peintures des lointains* en 2018 (sur les peintures coloniales dans ses collections).

Il y a enfin le tout dernier né, le Musée des confluences à Lyon reposant sur d'anciennes collections coloniales de musées locaux, mais dont la mission n'est pas spécifiquement de parler de ce passé.

Nous en sommes-là. Au regard de cette question politisée à outrance, il semble impossible de pacifier les mémoires et de faire entrer cette histoire au musée.

- **LE TOURNANT DE 2013**

Mais revenons à 2013, et à cette tribune dont je parlais !

Il était plus que temps, pensions-nous alors, de lancer une mission de préfiguration sur un tel projet, car le gouvernement n'avait pas bougé sur cette question depuis une année déjà. Depuis l'élection de 2012. Quelques déclarations certes, mais aucune action, alors que le premier ministre Jean-Marc Ayrault avait, dans sa ville, mis en chantier, avec beaucoup de pertinence et d'engagement, son mémorial pour l'esclavage.

En juillet 2013, alors chef du gouvernement, il s'engage à rendre le crâne du chef coutumier Ataï à la Nouvelle-Calédonie, ce qu'il fera en 2014 en personne. Je pensais alors que son engagement personnel serait fort, il le fut mais pas assez pour changer le paradigme sous sa gouvernance - tout au plus, aux dernières heures du quinquennat de François Hollande, deviendra-t-il le président de la Fondation dédiée à l'esclavage créée par les socialistes.

Au début du quinquennat, nous avons déjà tenté de mobiliser le gouvernement, dès le 12 mai 2012 —dans *Libération*, à travers le « *Manifeste pour un musée des histoires coloniales* » —, avec un appel signé par des personnalités de droite et de gauche, dont Christiane Taubira. C'est sur la base de cet appel qu'en 2013 je relançais l'équipe du Président de la République.

Nous imaginions alors un musée sur le temps long, sur toutes les mémoires et sur les outre-mer actuels, mais aussi connecté à l'Europe comme aux enjeux artistiques. Un grand musée donc, capable d'être un écho au musée du quai Branly, au musée des Confluences, au Mucem, au Memorial ACTe ou au Centre Tjibaou, tout en étant en résonance avec les grands musées de Long Island, de Johannesburg, de Liverpool, d'Amsterdam, de Tervuren-Bruxelles, de Washington, de Bristol et bientôt de Berlin.

Un grand musée, pas un musée-prétexte. Un musée qui valorise aussi les collections publiques existantes d'autres musées (qui sont très riches, notamment au Musée du quai Branly), et qui pourrait aussi et surtout s'appuyer sur les archives d'outre-mer d'Aix-en-Provence qui méritent d'être valorisées. Un musée, à l'image de l'immense Musée national de l'histoire et de la culture afro-américaines qui a ouvert en 2016 à Washington et que le président des États-Unis Barack Obama a inauguré dans la dernière ligne droite de son second mandat.

Un musée qui permette de faire entrer ce passé dans le présent, répondre aux nostalgiques, donner le sentiment aux jeunes issus de l'immigration postcoloniale qu'ils font partie de notre histoire de France, dépasser les fantasmes et les crises du présent. Un musée pour parler, enfin, de ce passé. Pour commencer à regarder en face cette histoire.

En 2013, c'était la dernière occasion de mobiliser autour de cette idée de lancer un projet de musée sur la colonisation pour le quinquennat de François Hollande. Ce moment en 2013 avait de la cohérence avec le voyage (à succès) en Algérie que le Président François Hollande venait de faire, et au cours duquel il avait offert de sceller « *la paix des mémoires* ». Cela avait aussi de la cohérence avec son discours du 10 mai 2013 (quelques semaines avant le voyage marseillais), dans les jardins du Luxembourg, autour de la mémoire de l'esclavage, où la parole présidentielle avait alors évoqué « *la responsabilité [qui] est de donner un avenir à cette mémoire* ».

Les signaux étaient au vert, mais il y avait quelques obstacles.

La mobilisation de François Hollande était difficile, car il fallait lui faire oublier le personnage tutélaire qu'il avait choisi pour son quinquennat, Jules Ferry. L'homme, pour lui, de l'école pour tous, mais aussi pour beaucoup, le Jules Ferry de la *coloniale*, le Jules Ferry du « *droit des races supérieures sur les races inférieures* ». C'était tout le paradoxe de ce quinquennat sur cet enjeu, entre un engagement collectif et une posture personnelle plus complexe qu'on pouvait l'imaginer à l'égard de ce passé colonial, comme avant lui François Mitterrand. Il se sentait l'héritier du *status quo*. Tout comme Jacques Chirac avait été partisan de l'entre-deux en souvenir du général de Gaulle et de la question algérienne.

Et puis, au-delà de tout cela, il y avait un contexte qui était lourd, une sorte de passif sur ce passé et une pression réelle qu'avaient exercé les nostalgiques du temps des colonies sur la société française. Il convient de revenir sur ce contexte pour comprendre la notion d'enjeu autour du passé colonial.

- **UN CONTEXTE SPÉCIFIQUE**

En 2012-2013, nous sortions des brûlures des mémoires avec le débat sur l'identité nationale des années Sarkozy et nous entrions aussi dans une relation à l'islam intimement complexe et violente. Tout cela n'était pas neutre, et tout cela était lié au passé colonial de la France.

En revenant sur un temps plus long, nous avons connu trois décennies de silences officiels sur le passé colonial (1960-1990). Puis, il y a eu une rupture au milieu des années 90, période de confrontation des mémoires qui a conduit assez vite aux lois mémorielles en 2001, qui elles-mêmes ont déclenché la réaction des nostalgiques de la colonisation, conduisant à leur tour aux lois mémorielles sur la « colonisation positive » en 2005.

C'est dans ce contexte qu'il faut appréhender le débat autour de la création d'un tel musée.

C'est un combat d'une complexité incroyable, entre l'ultra-droite et un discours nostalgique revendiqué et mis en scène par le Front national, un monde militant en quête de reconnaissance, une université très en retard sur ces enjeux marginalisés en son sein, une gauche revendicative mais

qui aborde de manière superficielle ces questions, et au final une droite gaulliste qui reprend une part du discours sur l'Algérie française.

Tout cela a donné naissance au discours contre la « repentance », à l'image du discours de Toulon de Nicolas Sarkozy en février 2007, qui présentait la colonisation comme un « *rêve qui ne fut pas tant un rêve de conquête qu'un rêve de civilisation* ».

Dans le même mouvement, les néo-réactionnaires ont largement gagné la bataille des idées sur le passé colonial, comme nous en parlions dans la conférence de la semaine dernière. Ils ont fait de la période coloniale une période de grandeur de la France, un temps où les non-blancs étaient maîtrisés et ils ont convaincu que parler de la période coloniale en négatif c'était atteindre la République, la fragiliser. Ils le pensent encore plus fermement aujourd'hui.

François Fillon s'inscrit dans cette tradition avec ses déclarations en août 2016 à Sablé-sur-Sarthe (sur le fait que la colonisation était un « partage de culture ») et y fait référence dans son livre sur l'islam publié au début des primaires de 2016 et dans le prolongement des attentats de Nice. À gauche, un homme politique comme Manuel Valls est très rétif à parler de ce passé colonial malgré des discours ambigus à propos d'un certain Apartheid qui existerait en France, sur les traces d'un Jean-Pierre Chevènement. On en a vu l'effet boomerang lors de la primaire de la gauche, avec une défection des militants et des sympathisants.

Cette situation s'explique en grande partie par la stratégie d'empêchement mise en œuvre par les nostalgiques de la colonisation depuis des décennies.

- **LES DERNIÈRES DÉCENNIES ET LES PROJETS NOSTALGIQUES**

On l'oublie souvent mais tout au long des dernières années l'activisme a été fécond. Le mémorial des rapatriés à Nice en 1973, puis en 1980, à Toulon, le monument en hommage à l'Algérie française, en présence des représentants de l'État aux côtés des élus locaux vont être les fondations du retour institutionnel d'un discours nostalgique pro-colonial. Les temps ont clairement changé. Aujourd'hui, une nouvelle génération de militants post-rapatriés est désormais aux commandes et elle peut s'appuyer sur ce travail nostalgique précédent qui irrigue notamment le discours FN dans le sud de la France.

Mais cette nostalgie, c'est beaucoup plus que quelques stèles, défilés nostalgiques et mémoriaux funéraires en hommage à l'Algérie française.

Pour bien le comprendre, il faut se replonger dans les projets marseillais initiés par la droite et légitimés par la gauche et conduits par Jean-Claude Gaudin (le musée de l'outre-France, puis Musée de la France d'outre-mer), aux côtés des fantasmes muséaux montpelliérains d'un Georges Frêche à des fins électoralistes autour de l'Algérie française.

Comme l'analyse Benjamin Stora, « *en 1995, avec l'arrivée de Jacques Chirac au pouvoir, les nostalgiques de l'Algérie française se sont réveillés. Avec [eux une] nouvelle bataille mémorielle s'est*

*engagée, l'extrême droite instrumentalisant la souffrance et la nostalgie des pieds-noirs, ouvrant petit à petit des espaces jusqu'à l'intérieur de l'UMP<sup>1</sup>. ».*

Le « grand projet » marseillais, qui au final s'est appelé Mémorial national de la France d'Outre-mer (MoM) a été un serpent de mer pendant des décennies.

Au début des années 80, il est porté par des mouvements de rapatriés et par la droite du sud de la France, dans un espace géographique qui correspond désormais à l'emprise de l'extrême droite. Il l'est aussi par une partie de la gauche socialiste. Le maire socialiste Gaston Defferre (en 1983), alors ministre de l'Intérieur, décide de le soutenir et de débloquer 7 millions d'euros. En mars 1996, la droite revient au pouvoir, et le délégué interministériel chargé des Rapatriés relance le projet. Il décide d'établir un premier partenariat autour d'un Mémorial de la France d'outre-mer au Fort Saint-Jean de Marseille.

Jean-Claude Gaudin décide en 2000 de porter le mémorial en le finançant sur des budgets municipaux. Il obtient le soutien financier des ministères. Le 4 août 2003, le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, déclare que l'État s'associe au projet. Mais l'opposition se rassemble et soutient le projet du Mucem concurrent.

Deux ans plus tard, au moment du vote de février 2005 sur la colonisation positive (deux articles 1 et 4), le Président Jacques Chirac déclarait : « *il convient de rappeler l'importance et la richesse de l'œuvre que la France a accomplie là-bas et dont elle est fière.* » Dans le même temps, dès 2002, Jacques Chirac décide de soutenir Marseille en neutralisant avec Jacques Toubon le Musée de la Porte dorée (Musée des arts africains et océaniques) en y installant la Cité de l'immigration pour éviter que certains ne réclament l'installation porte Dorée d'un musée des colonies.

Cette lutte va remobiliser la droite qui sent le projet lui échapper. Le mémorial est annoncé pour 2007 sur le boulevard Rabatau. Cependant, le projet est de plus en plus visiblement nostalgique, alors que les polémiques enflent au sujet de la loi de février 2005 (obligeant Jacques Chirac à revenir sur l'article 4 de celle-ci). Cette crise va tuer le projet malgré les promesses de Nicolas Sarkozy (il va même promettre que le mémorial marseillais sera ouvert en 2009).

Mais il est déjà trop tard, le projet n'est plus envisageable dans le climat politique de 2010. Le Président de la République, sur les conseils de Patrick Buisson, et avec le soutien de François Fillon, va donc s'engager vers un nouveau projet, avec la Maison d'histoire de France, plaçant aux commandes le même animateur qu'à Marseille, Jean-Pierre Rioux.

Il abandonne définitivement Marseille en 2011, non sans avoir promis aux ultras de l'Algérie française que la Maison d'histoire de France relayerait leur discours, comme le montre amplement le pré-rapport du conservateur du patrimoine Hervé Lemoine. Mais il est trop tard, 2012 s'annonce.

---

<sup>1</sup> STORA B., *La Guerre des mémoires. La France face à son passé colonial* (entretien avec Thierry Leclère), Paris, Editions de l'Aube, 2007.

Au final, le projet marseillais et quelques autres ont réussi à neutraliser pendant plus de deux décennies (1995-2015) toute possibilité de voir émerger un véritable projet muséal pour un lieu de savoir sur la colonisation. Sur ce point, ils ont gagné la « bataille du savoir ».

La gauche, à partir de 2012, hérite indirectement de ces longues années nostalgiques. Les années de débat sur l'identité nationale, la crise de l'intégration et le manque de relais à gauche vont briser dans l'œuf toute tentative dès l'été 2012.

François Hollande et la gauche héritent de trois mandats présidentiels plus qu'ambigus sur ces questions de colonisation, soit 17 ans de double-jeu, sans oublier encore avant les 14 années de François Mitterrand, certes de gauche, mais surtout le plus grand ministre des colonies de la IV<sup>e</sup> République, qui n'a rien renié sous la Ve République des réseaux Françafricains, a contribué aux dernières amnisties des pro-Algérie française et n'a jamais engagé le moindre processus de réflexion sur ce passé, bien au contraire.

La France au regard des autres ex-puissances coloniales

Bien entendu, la France n'est pas la seule ex-puissance coloniale à avoir du mal à trouver le chemin des musées pour appréhender son passé colonial.

Les Anglais sont encore majoritairement fiers de leur passé colonial. L'enseignement fait débat mais les musées s'ouvrent comme à Liverpool ou à Bristol, les faits font l'objet de reconnaissance publique comme pour le massacre des Mau Mau au Kenya, et en indemnisant 5000 personnes. Curieuse situation que celle des Britanniques qui sans nostalgie outrancière, sont majoritairement fiers de ce passé.

L'Italie est dans l'invisibilité absolue et l'enseignement à l'école rend quasi inexistant ce passé (les rares informations concernent à 80% l'Éthiopie). Les Italiens se souviennent de Silvio Berlusconi faisant repentance en Libye face à Khadafi dans l'espoir de quelques marchés pour les entreprises italiennes. Mais globalement ce passé est invisible.

Les Pays-Bas sont sans doute les plus avancés sur ces questions et dès les années 90, de grandes expositions ont marqué l'opinion. Puis ce fut le travail du *Tropical Museum*, qui fut fécond jusqu'en 2010, période de durcissement de l'opinion hollandaise avec un discours politique anti-Islam et anti-immigrés.

À ses frontières, la Belgique navigue depuis 20 ans entre deux eaux, toujours hantée par le souvenir de Léopold (ses *fantômes* comme on le dit), du Congo Belge ou du Rwanda-Burundi. La rénovation actuelle du musée de Tervuren va sans doute marquer un tournant décisif en 2018 et l'exposition que je viens de faire à Liège montre un intérêt croissant des Belges pour ces enjeux. Mais attention, ici aussi, le particularisme est dual, puisque cette prise de conscience est forte en Flandres et faible en Wallonie.

Curieusement la Suisse, pays sans colonie mais possédant une mémoire coloniale, commence à regarder ce passé, un peu comme le Danemark qui redécouvre sa part impériale mais sans que cela ne touche en profondeur l'opinion.

Enfin, il y a l'Allemagne. Un pays qui n'a plus de colonies depuis 1919. Un pays qui se prépare à bâtir un grand musée du XX<sup>e</sup> siècle à Berlin dans 3 ans. Un pays qui a récemment reconnu par la voix de Merkel — une femme issue de la droite conservatrice rappelons-le — la responsabilité de l'Allemagne dans les massacres du début du siècle en Namibie (Hereros et Namas), les répressions au Tanganyika, la racialisation de la gestion coloniale au Rwanda et, surtout symboliquement, qui a permis de rebaptiser des noms de rues et de places avec ceux de grands résistants à la colonisation. Et oui, cela existe, c'est l'Allemagne. Dans les manuels scolaires, au niveau de la seconde-première, la colonisation occupe une quinzaine de pages, dont un quart sur l'Allemagne impériale ; on demande même aux élèves de se montrer critiques sur l'Allemagne des années 90 et son refus alors de reconnaître le génocide Hereros tout en rappelant qu'en fin de compte, à la Conférence de Berlin (1884-1885), l'Allemagne n'aurait fait que suivre les autres nations. Enfin, une première grande rétrospective a été consacrée à ce passé fin 2016 au Musée de l'histoire allemande à Berlin. Le titre est explicite *Colonialisme allemand* !

Et puis, il y a les cas à part. En Espagne, la page est tournée au regard du franquisme qui occupe tout l'espace mémoriel comme si le passé colonial n'existait pas. Puis vient le Portugal, où les indépendances sont récentes et mal digérées après des conflits lourds au Mozambique et en Angola. On voit même réapparaître une sorte de nostalgie du passé colonial en Afrique mais aussi au Brésil. Cela porte même un nom le *luso-tropicalisme*. La tradition coloniale portugaise est *de facto* ancienne, puisque le pays fut le premier à développer une colonie en Afrique selon les critères contemporains. A Ceuta en 1415. Au sein des musées, des expositions — et j'en ai fait une en 1996 là-bas — et du monde scolaire, la critique est à peine visible. La neutralité est la règle au Portugal sur ce passé, comme en Espagne.

Il y a enfin le Japon, le cas le plus extrême. La mémoire est totalement nostalgique et il est impossible de regarder avec équilibre ce passé ; la Turquie qui s'inscrit également dans une nostalgie totale du passé impérial ottoman avec Erdogan ; les États-Unis qui ne se pensent pas comme un ex-empire et pour qui la Californie, Porto Rico, Hawaï ou les Philippines sont des histoires nationales. Par exemple le grand musée des Africains-Américains à Washington est un immense succès et vient entrechoquer cette mémoire impossible, ouvrant de nouvelles perspectives.

C'est un peu comme la Russie de Poutine qui *nostalgise* le passé soviétique et l'empire comme le moment de grandeur passée qu'il faudrait rebâtir en Tchétchénie, en Moldavie, en Crimée, en Géorgie, en Ukraine ou demain dans les états baltes.

De cette cartographie, il ressort que la France est comme beaucoup d'autres nations en blocage muséal face à ce passé, mais ce qui fait ici conflit c'est la place qu'occupent dans le débat les attentes des descendants d'ex-colonisés, un peu comme en Belgique ou en Grande-Bretagne.

- **PERSPECTIVES ET BLOCAGES**

Très vite, la gauche socialiste a été tétanisée devant la question migratoire et ses enjeux de mémoires coloniales. Faute de combattants, sans relais au sein du Parti socialiste et même à l'extrême gauche, cette question a été abandonnée aux idéologues de la droite et de l'ultra-droite, dont Patrick Buisson est l'un des plus puissants ciments idéologiques, et aux franges militantes les

plus radicales d'associations communautaires. En observant le présent, on a, d'une part, une gauche socialiste qui a abandonné cette question.

D'autre part, l'historien Elikia M'Bokolo de l'EHESS précise qu'à droite, la tendance Fillon « *nous ramène sous la III<sup>e</sup> République de Jules Ferry très colonialiste* » (dans *Jeune Afrique*), et a une vision de la France « *éternelle, chrétienne, monarchique et qui n'a réalisé que de belles choses* ». Une tendance reprise par Wauquier sur les traces de Sarkozy, qui vise à conquérir l'électorat frontiste en revendiquant une posture nostalgique.

Dans ce discours nostalgique, François Fillon est parfaitement l'héritier de Nicolas Sarkozy (celui du discours de Toulon), lui qui estime que l'histoire de France est écrite par des idéologues et qui annonce vouloir revenir au « *récit national* » glorieux. Avec lui on est tranquille, la France n'a apporté que sa « culture » aux colonies, l'Algérie fut une « *grande perte* », la « *France n'est pas coupable* » et l'intervention française au Cameroun contre l'UPC est une « *pure invention* ». Avec son discours de Sablé-sur-Sarthe, François Fillon entre dans la tradition du discours de Dakar.

Nous en sommes là et c'est de tout cela qu'a hérité François Hollande avec ses conseillers, lui recommandant en 2013 de ne pas bouger. Le *status quo* est devenu la règle et va traverser son quinquennat, jusqu'à ce qu'à l'ultime fin François Hollande décide de créer dans l'urgence sa fondation sur l'esclavage. (tu parles de Fillon juste avant, mais : après 2013)

Je vais vous surprendre, mais au regard de tout ce que nous avons vu, de la capacité de l'ancien président à trancher, rien d'étonnant à sa décision, mais il faut dire que nous espérons qu'il ait l'idée d'un grand projet pour son quinquennat alors qu'il n'en aura finalement eu aucun, imitant en cela Nicolas Sarkozy.

Certes quelques moments forts et déclarations de l'ancien président comme à Thiaroye au Sénégal sur les massacres de Tirailleurs sénégalais en 1945 (mais aucune plongée en profondeur dans les archives militaires à cette occasion, une question qui a laissé tous les experts dans l'expectative), ensuite il a parlé des « *violentes répressions* » à Madagascar de 1947 (ce que Chirac avait déjà fait) et au Cameroun après 1955.

Même les Algériens furent satisfaits des déclarations présidentielles sur l'Algérie. Il faut dire que Chirac et Sarkozy avaient déjà préparé le terrain à Alger au cours de leur quinquennat. Mais au-delà de ce mot de « lucidité » toujours employé, quasi rien d'autre.

La dernière étape de ce processus, sera celle d'Emmanuel Macron, avec ses déclarations de campagne sur le crime contre l'humanité que fut la colonisation, l'engagement de la déclassification des archives de Thomas Sankara, les restitutions des biens culturels africains conservés dans nos musées, le retour des têtes d'algériens du musée de l'homme... autant de ruptures fortes en peu de temps.

Pourtant, il faut savoir dépasser la crise *existentielle* qui traverse actuellement la France et qui s'ancre à la fois dans la conviction gaullienne affirmant que « *La France ne peut être la France sans la*

grandeur<sup>2</sup> » (une grandeur que l'on imagine *impériale*), et dans une vision maurrassienne du « long déclin » de la nation sous les coups de boutoir de ses ennemis (désormais les musulmans aux côtés des « métèques et des juifs... et de la finance »<sup>3</sup>) qui dans l'espace démocratique (la République) détruisent les valeurs et la tradition de la France.

Dans cette configuration, le passé colonial semble être un âge d'or, une référence qui en outre donne des clés de combats dans le présent face aux flux migratoires. Il ne peut donc être critiqué ni faire son entrée au musée, ce qui obligerait à le regarder en face.

Sans que la gauche ne bouge véritablement, l'antiracisme devient même un gros mot<sup>4</sup>, la question coloniale se résume à une « repentance » et les immigrés sont tout simplement un « problème ». Dans un tel contexte les Indigènes de la République semblent être les seuls à critiquer cette lecture impossible du passé colonial, convainquant une partie de la jeunesse que la République actuelle est fabriquée du même racisme qu'hier. Nous en sommes-là.

Nous pouvons le déplorer, pleurer sur la fin du « vivre ensemble », se dire que les engagements d'hier n'ont servi à rien, penser qu'il faut continuer à se taire sur le passé colonial, ne rien faire et attendre que tout aille mieux... C'est en réalité plus complexe, car si la question du musée a stagné, la prise de conscience du passé colonial a progressé. Même si cela n'évite pas une forme de nostalgie (que professent les historiens Dimitri Casali, Max Gallo ou Bernard Lugan).

Il ne faut rien lâcher à ce temps « béni » (pour les néo-réactionnaires et les populismes) qui favorise le FN, et sera perçu comme « humiliation » pour les jeunes des quartiers (relayée par Dieudonné and Co ou par les propagandistes djihadistes).

D'ailleurs, l'exposition actuelle au musée du quai Branly montre bien, après 10 ans de silence, que cette question est désormais essentielle. Sortir les collections de peintures de l'ex-musée des colonies est un premier pas timide mais cela montre bien qu'il y a une demande publique.

Un musée sur l'histoire coloniale est donc nécessaire. « *Ni "musée des indigènes", ni "musée des communautés françaises"*, constate Benjamin Stora, *car tout projet doit veiller à ne pas réduire l'histoire à une seule de ses dimensions. [Car il] faut absolument préserver de tels lieux de la sanctuarisation communautaire*<sup>5</sup>. » conclue-t-il.

Les collections existent déjà pour ce musée. Outre les grandes collections publiques dans les réserves du Musée du Louvre, du Musée d'Orsay, du musée de La Rochelle, il y a les collections de l'ancien musée des colonies (aujourd'hui conservées dans les réserves du Musée du quai Branly), les ex-collections du Musée de l'homme et du Muséum, et bien entendu les collections importantes du Mucem et celles du musée des civilisations Confluences à Lyon. En lien avec ces institutions, des

<sup>2</sup> DE GAULLE C., *Mémoires de Guerre. Volume 1: L'Appel*, Paris, Plon, 1954.

<sup>3</sup> BAVEREZ N., *La France qui tombe*, Paris, Perrin, 2006.

<sup>4</sup> Au-delà même d'être marginalisé, l'antiracisme devient le « responsable » de la progression du Front national, idée portée et popularisée par Pierre-André Taguieff (*Les Fins de l'antiracisme*, Paris, Michalon, 1995).

<sup>5</sup> STORA B., *La Guerre des mémoires. La France face à son passé colonial* (entretien avec Thierry Leclère), Paris, Editions de l'Aube, 2007.

dizaines d'expositions et un espace permanent évolutif peuvent être très facilement imaginés. Il y a aussi les collections peu mises en valeur des archives d'outre-mer d'Aix-en-Provence qui pourraient constituer un noyau dur pour le futur musée. Tout cet ensemble composite peu permettre d'organiser des dizaines d'expositions pour des projets d'envergure.

Ce lieu, pourrait être dans la capitale dans le carrefour des grands musées (Orsay, Branly, Louvre) pour être au centre des enjeux du temps et non en périphérie, sur la place de la Concorde, dans l'Hôtel de la Marine où fut préparé le texte de l'abolition de l'esclavage en 1848. Mais aussi où furent décidées et organisées via le ministère de la marine — dont dépendaient les colonies — les conquêtes coloniales.

La séparation complète d'avec la Marine date de la création le 20 mars 1894 du ministère des Colonies en tant qu'institution pleine et entière. Ce lieu est donc symbolique et profondément lié à ce passé colonial, il est en outre sans grande mission d'État, ne mobilise aucune grande institution et se trouve situé sur une place symbolique où fut édifié en 1836 l'obélisque de Louxor, une situation en face de l'Assemblée nationale, avec sur la même rive le Louvre à gauche et sur l'autre rive, à sa gauche, le musée du quai Branly. Un lieu qui fait sens.

Nous avons bien conscience que le temps est nécessaire face à un tel passé, fait de violences et de passions, et le processus sera encore long pour y parvenir tant l'histoire de la République est liée à celle de l'empire colonial. C'est pourquoi, il faut faire œuvre de pédagogie pour un jour voir les portes d'un tel musée s'ouvrir. En outre, le président de la République Emmanuel Macron a annoncé lors de son discours à Ouagadougou que 2020 serait en France une année croisée sur l'Afrique. Une occasion pour poser la première pierre de ce musée et surtout symboliquement, en cette soixantième année commémorative des indépendances africaines.

Ne rien lâcher, ne rien abandonner et surtout être lucide sur ce que nous croyons être des certitudes. Regardons ce que font nos voisins : États-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne ou Belgique, le passé ressurgit dans le présent. Autant revenir par la bonne porte, celle du savoir.